

La nouvelle directive RoHS 2011/65/UE : problèmes d'interprétation et d'application pour qui produit et/ou commercialise en Italie des équipements électriques et électroniques ou similaires

Maître Maurizio Iorio

La nouvelle directive RoHS 2011/65/UE (appelée également « RoHS 2 ») n'est pas encore entrée en vigueur en Italie. Le délai pour son implémentation s'est achevé le 02.01.2013. A ce jour, on ignore quand celle-ci sera appliquée. La majorité des autres pays de l'Union Européenne a, au contraire, déjà implémenté la nouvelle directive. Ceci comporte, en plus des problèmes interprétatifs et applicatifs qui concernent tous les opérateurs européens, d'ultérieurs et particuliers problèmes pour les opérateurs italiens, problèmes qui s'ajoutent à ceux d'une situation économique déjà très difficile. Avec cet article nous essayerons de faire un peu de lumière sur cet argument.

Le but de cet article est d'illustrer, en bref, les principales innovations apportées par la nouvelle directive RoHS (Directive 2011/65/UE sur la restriction de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques et « liés », comme il sera mieux expliqué plus loin) et de donner une réponse à certains problèmes interprétatifs qui affligent les opérateurs aux prises avec cette nouvelle et complexe norme, entre autre :

- *Quels produits sont couverts dans le cadre de la nouvelle directive ?***
- *Quels sont les frais de certification, d'attestation et de marquage à charge des producteurs ou des importateurs ?***
- *Que fera-t-on des stocks de produits non-conformes ?***
- *Qu'en est-il de la situation italienne suite à la non-implémentation de la directive dans le délai prévu du 02.01.2013 ?***

Procédons avec ordre.

Quels sont les produits couverts par la Directive RoHS 2 ?

Alors que dans la précédente directive il existait une équivalence presque absolue entre DEEE et RoHS (dans le sens que les produits sujets à la législation sur les déchets d'équipements électriques et électroniques ou « DEEE », qui selon la Directive 2002/96/CE étaient également sujets à la Directive RoHS), avec la nouvelle directive cette équivalence est réduite : en effet, maintenant rentrent dans le cadre de la législation RoHS également :

- les **équipements électro-médicaux** (par exemple : appareil électronique pour la mesure de la pression sanguine) – catégorie 8 de l'annexe I (précédemment exclus)

- les **équipements de surveillance et contrôle** (par exemple : appareil domestique de détection de fuites de gaz ; appareil industriel de détection de présence pour l'ouverture des accès) – catégorie 9 de l'annexe I (auparavant exclus) et, surtout,

- tous les produits – classés comme catégorie 11 de l'annexe I, qui toutefois, **bien que ne dépendant pas du courant électrique ou des champs électromagnétiques pour le fonctionnement correct de leur fonction principale, en dépendent pour le fonctionnement d'au moins une des deux fonctions prévues**. Il vaut la peine de rappeler que le guide RoHS 2 diffusé par ORGALIME en septembre 2012, souligne correctement que l'expression « *une des fonctions prévues* » citée à l'article 3.2, (« *one intended function* ») s'entend comme une des fonctions entendues par le fabricant, qui peut être déduite à partir de la présentation (également via internet), instructions et mode d'emploi qui accompagnent le produit ainsi que des standards techniques liés (quand ils existent), avec donc exclusion d'une analyse ex post de comment le produit est concrètement utilisé ou compris par les acheteurs.

Comme il en est déduit, entre autre, par le considérant n° 12 de la Directive RoHS 2, sont valables les deux observations suivantes :

(a)-il s'agit surtout de produits considérés par le fabricant comme étant polyfonctionnels : (par exemple : une poupée capable de dire « maman » possède une fonction ludique principale satisfaisante même sans émettre aucun son, et une fonction ludique secondaire qui consiste, justement, dans la capacité d'émettre des sons semblables à des paroles : pour cela, celle-ci ne sera jamais un DEEE mais elle rentrera tout de même dans la directive RoHS2, appartenant à la catégorie 11) ; il s'agit aussi, éventuellement, de produits non polyfonctionnels (par exemple un adaptateur shuko : ne rentre pas dans la législation sur les DEEE mais est compris dans la directive RoHS 2) ;

(b)-dans ces produits il doit toujours subsister une fonction, bien que non primaire, dépendant du courant électrique / champs électromagnétiques (exemple négatif : ne rentre PAS dans la catégorie 11 une tondeuse à gazon à essence : en effet, l'allumage des bougies du moteur n'est pas une prestation de l'appareil, c'est-à-dire une « fonction », mais une modalité interne de fonctionnement).

Une analyse attentive des équipements/articles commercialisés par les opérateurs économiques qui s'occupent de jouets, électronique de consommation, télécommunications ou d'informatique, portera certainement à l'individuation, entre ceux traités, de nombreux « nouveaux » produits maintenant sujets à la législation RoHS 2. Je tiens à préciser que mon cabinet s'occupe couramment de législation environnementale pour le secteur électrique et électronique et est apte à s'occuper de

toute évaluation juridique sur l'applicabilité ou non de la nouvelle directive RoHS 2 sur des produits d'intérêts pour producteurs et importateurs.

Quand entreront en vigueur les normes relatives aux nouveaux produits des catégories 8-9-11 ?

Les produits nouvellement sujets à la législation RoHS 2 n'y rentreront que :

- pour ceux appartenant à la catégorie 8 (équipements médicaux) : après le 22/07/2014 (après le 22/07/2016 dans le cas particulier des équipements « in vitro ») ;
- pour ceux appartenant à la catégorie 9 (équipements de surveillance et de contrôle) : après le 22/07/2014 (équipements domestiques) ou après le 22/07/2017 (équipements industriels) ;
- pour tous les autres « nouveaux » produits appartenant à la catégorie 11 : après le 22 juillet 2019.

Qu'en sera-t-il des stocks de produits non-conformes appartenant aux catégories 8-9-11 ?

La règle est assez différente selon la typologie du produit, comme suivant :

Les produits de la catégorie 11 qui ne sont pas conformes au RoHS 2 : ne peuvent plus être « mis à disposition sur le marché » (c'est-à-dire commercialisé) après le 22.07.2019 (art. 2.2 – art. 3.11) ; donc : il n'est pas prévu une « *grace period* » pour l'écoulement des stocks.

Au contraire, les produits non-RoHS 2 appartenant aux catégories 8 et 9, si émis sur le marché UE avant les dates établies (22 juillet 2014, 2016 et 2017, comme nous l'avons dit), peuvent être commercialisés après aussi (art. 4.3 – art. 3.12) : par conséquent, les stocks de produits non-conformes peuvent être écoulés.

Quand est-ce qu'un produit est mis à disposition sur le marché UE ?

Comme nous l'avons dit, les produits de la catégorie «résiduelle » 11 mis à disposition sur le marché UE avant le 22.07.2019 ne peuvent plus être commercialisés au-delà de cette date.

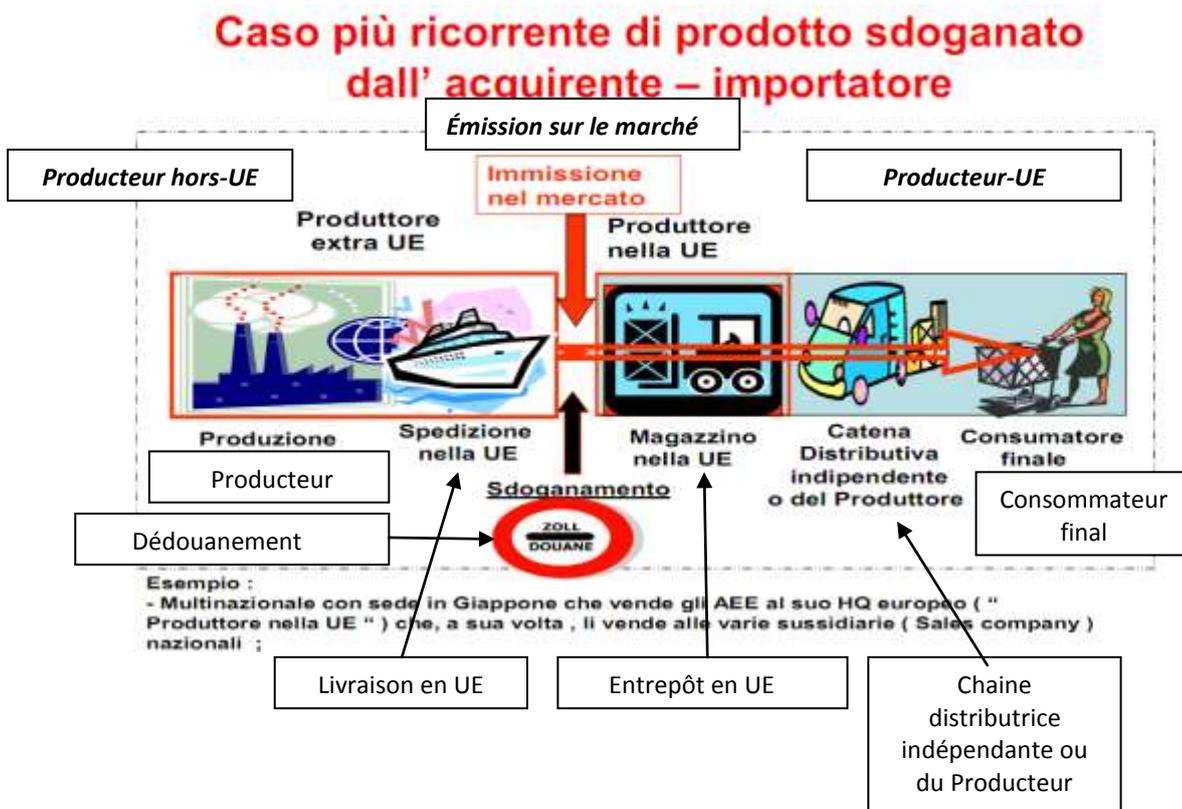
La question qui se pose est donc la suivante : à quel moment un produit est-il mis à disposition sur le marché de l'Union Européenne ?

Ou bien, **quand un produit provient d'un pays hors-UE**, selon l'interprétation constante de la Commission Européenne, l'émission advient au moment où le même produit est dédouané dans l'UE, c'est-à-dire émis en libre circulation, tant que ce moment coïncide :

- (a) avec le transfert physique dans le magasin de l'importateur/distributeur et/ou
- (b) avec le transfert de droit de propriété ou détention gratuite ou payante, au sujet cité ci-dessus ou à l'utilisateur final ;
- (c) bien que bien entendu il s'agisse de produit fini, c'est-à-dire prêt à la livraison. Le tout comme illustré selon le schéma suivant.

Schéma 1

Cas plus récurrent de produit dédouané par l'acheteur-importateur



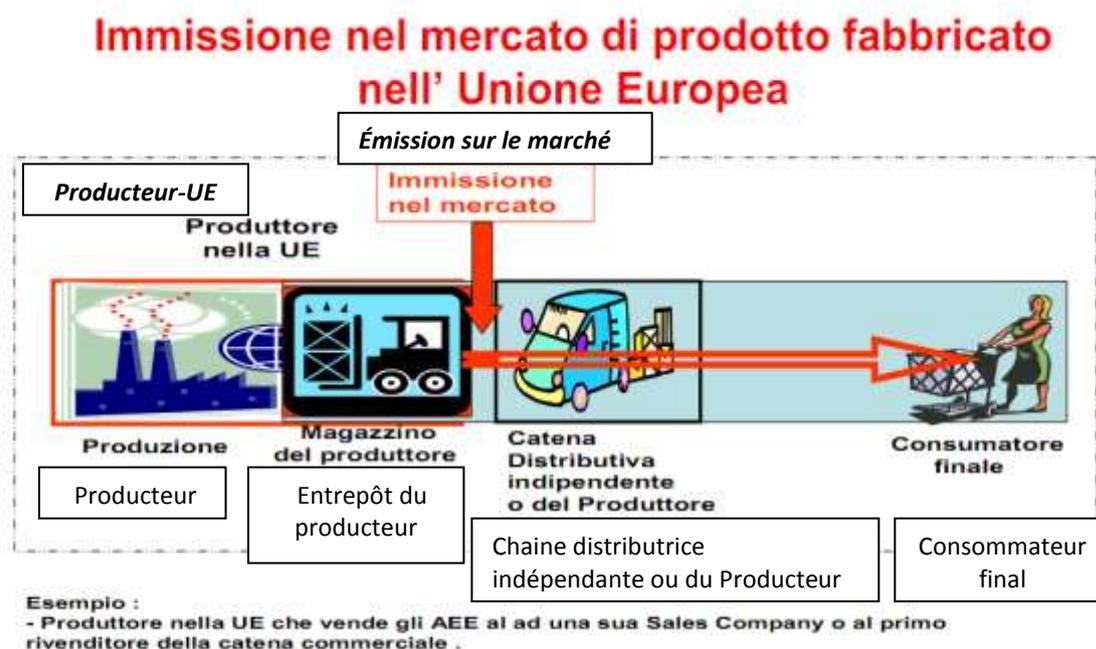
Exemple :

-Multinationale avec siège au Japon qui vend les EEE à son HQ européen (« Producteur basé en UE ») qui, à son tour, les vend à différentes filiales (Sales company) nationales ;

Quand un produit est fabriqué au sein de l'UE, l'émission advient au moment où le producteur cède celui-ci, entendu comme produit fini (au travers d'un transfert à titre onéreux ou gratuit, physique et/ou de propriété, possession ou détention) au premier intermédiaire commercial (qu'il s'agisse d'un sujet contrôlé ou non par le producteur) ou bien à l'utilisateur final. Le tout comme le démontre le schéma 2 reporté ci-dessous.

Schéma 2

Émission sur le marché de produit fabriqué dans l'Union Européenne



Exemple :

Producteur en UE qui vend les EEE à une de ses Sales Company ou au premier revendeur de la chaîne commerciale.

Quelles sont les limites de tolérance des substances interdites ?

Les substances interdites (Annexe II de la Directive RoHS 2) sont : Mercure, Cadmium, Plomb, Chrome hexavalent, Polybromobiphényles et Polybromodiphényléthers (les mêmes qu'avant) : celles-ci ne peuvent pas être présentes dans des pourcentages excédants 0,1% (dans le cas du Cadmium 0,01%) par poids de matériau homogène (dont il vient donné pour la première fois la définition suivante, qui ne change pas le concept déjà reconnu dans la précédente directive : «... soit un matériau dont la composition est parfaitement uniforme, soit un matériau constitué d'une combinaison de matériaux, qui ne peut être divisé ou séparé en différents matériaux, au moyen d'actions mécaniques, telles que le dévissage, le coupage, le broyage, le meulage et les procédés abrasifs... »). Des exemptions sont alors établies et sont confirmées, au fur et à mesure, celles (nombreuses) établies sous la directive précédente (Annexe III), tandis qu'est instituée une procédure ad hoc pour en demander de nouvelles (Annexe IV).

Quelles sont les nouvelles obligations de vérification et d'attestation de la conformité RoHS 2 des produits ?

Nous arrivons au point délicat de la question.

Etant donné que la nouvelle directive RoHS 2 rappelle les procédures attenantes à la vérification et attestation de la conformité relative au marquage CE (ainsi qu'en partie sur celles relevant de la sécurité générale des produits), je souhaite avant tout rappeler que de la même manière de celles-ci, avec référence aux principales législations d'intérêt pour qui commercialise des jouets (D.2009/48/CE) ou des équipements d'électronique civile (Basse tension ou DBT : D.2006/95/CE ; Compatibilité électromagnétique ou CEM : D.2004/108/CE ; terminaux de télécommunication ou R&TTE : D.1999/5/CE), le Producteur (ou l'importateur, si celui-ci se présente comme producteur ayant uniquement apposé sa propre marque sur le produit ou en l'ayant toutefois modifié) :

- a. Vérifie et atteste la conformité du produit (selon une procédure qui peut être simple, basée sur la déclaration sur l'honneur, ou complexe, avec l'intervention d'un Organisme Notifié, selon les cas) ;
- b. Prépare une documentation technique, à tenir à disposition des autorités pour 10 ans ;
- c. Prépare une déclaration de conformité, à montrer aux autorités (dans le cas de la D. R&TTE une synthèse de celle-ci doit accompagner chaque produit) ;
- d. Reporte la marque CE sur le produit (ou, quand cela n'est pas possible, sur l'emballage et documentation d'accompagnement) ;
- e. Reporte sur le produit ou, dans certains cas dans la documentation d'accompagnement, les indications spécifiques prévues par différentes sources (directives ; guide bleu du marquage CE ; Décision n° 768/2008/CE ; etc), entre autre :
 - type – lot – numéro de série sur le produit ;
 - nom et adresse du producteur ou de l'un de ses représentants dans l'UE avec un point de contact unique ;
 - instructions et avertissements en langue italienne.

A ce qui a déjà été cité ci-dessus, s'ajoutent d'autres obligations établies par le Code de la Consommation dans le cadre de la sécurité des produits (je rappelle entre autre : l'obligation de retrait/rappel du marché des produits dangereux ; l'obligation de tenir un registre des réclamations).

Quant à l'Importateur (qui n'a pas seulement apposé sa propre marque sur le produit, en se présentant dans ce cas comme Producteur), au nom de la législation CE et de celle relative à la sécurité générale des produits, celui-ci :

- a. Doit vérifier que le Producteur se soit chargé de toutes les obligations citées ci-dessus ;

b. Doit s'abstenir de mettre en commerce des produits non-conformes et prendre dans ce cas des mesures correctives ainsi que le retrait/rappel de ceux-ci ; dans tous les cas, il doit collaborer avec les autorités et fournir chaque information requise ;

c. Doit conserver pour une période de 10 ans une copie de la Déclaration UE de conformité du Producteur ;

d. Doit tenir un registre des équipements non-conformes et des retraits/rappels effectués, en informant les distributeurs.

Ou bien, la Directive RoHS 2 étend **l'ensemble des obligations que nous avons vu ci-dessus** (aussi bien en référence au Producteur qu'à l'Importateur) **également à la vérification et l'attestation de la conformité RoHS des produits**, pour laquelle est uniquement requise une déclaration sur l'honneur.

Pour cela, sous un profil pratique, avec la mise en vigueur en Italie de la nouvelle Directive RoHS et en tenant compte des obligations déjà mises en œuvre par les entreprises aux fins de la CE, ce qui a été décrit plus haut se traduira entre autre par les innovations suivantes :

- La documentation technique préparée par le Producteur et à présenter aux autorités devra aussi reporter des informations qui permettront d'attester la conformité RoHS du produit : il existe à ce sujet une norme harmonisée au niveau européen (norme EN 50581-2012) qui indique les activités et les critères à l'occurrence requis et dont le but à minimiser, dans la mesure du possible, les contrôles techniques sur le produit ;

- Le Producteur devra préparer (et que l'importateur devra se faire remettre par le Producteur) une Déclaration UE conformité RoHS dont le contenu est indiqué dans l'Annexe VI de la nouvelle directive ;

- Les opérateurs économiques devront être en mesure d'informer les autorités, pendant une durée de 10 ans, « *de tout opérateur économique qui leur a fourni un EEE...* » ou « *... auquel ils ont fourni un EEE* » ;

- L'importateur devra indiquer « *... leur nom, leur raison sociale ou leur marque déposée et l'adresse à laquelle ils peuvent être contactés sur l'EEE ou, lorsque ce n'est pas possible, sur son emballage ou dans un document accompagnant l'EEE* ». Cette mesure n'est cependant pas nécessaire « *Lorsqu'un autre acte législatif applicable de l'Union comporte des dispositions relatives à l'apposition du nom et de l'adresse de l'importateur qui sont au moins aussi strictes, ces dispositions s'appliquent* » comme, dans notre cas, les différentes directives de produit (Jouets, CEM, DBT et R&TTE) qui s'appliquent à la majorité des produits électriques et électroniques.

Qu'en est-il de la situation italienne suite à la non-implémentation de la directive dans le délai prévu du 02.01.2013 ?

La Cour de Justice Européenne, ainsi que la Cour de Cassation, a établi que dans le cas de non-implémentation de la part de l'État d'une directive européenne qui d'un point de vue substantiel, est inconditionnée et suffisamment précise, les trois principes suivants s'appliquent :

(a)- Le citoyen n'est pas soumis à la directive, celle-ci étant adressé aux États, et non directement à leurs citoyens ;

(b)- quand la Directive non-implémentée confère des droits non-appliqués aux citoyens, l'État (dans le sens large du terme, donc également les juges, les ministères, les organes publiques...) chargé de « ...l'interpréter est tenue de le faire dans toute la mesure du possible à la lumière du texte et de la finalité de la directive pour atteindre le résultat visé par celle-ci... » (Cour de Justice S. 13.11.1990 c. 106/89).

(c)- Si cette interprétation ne permet pas d'appliquer ledit finalité-résultat poursuivi par la directive non-implémentée, l'individu peut faire valoir la directive contre l'État (mais pas contre d'autres individus), pour demander le dédommagement d'un éventuel dommage subi par celui-ci dérivant du manque de la mise en vigueur.

Cependant, dans notre cas les points (b) et (c) semblent relever en se référant aux nouvelles exemptions contenues dans la Directive RoHS 2 que, bien que n'étant pas encore implémentée, elle semble déjà opérative.

Le point (a) se traduit dans l'inexistence des nouvelles obligations établies par la Directive RoHS 2 à charge des opérateurs italiens, entre autre celle concernant le marquage CE et la certification de la conformité des produits : il va de soi que si l'on souhaitera commercialiser les produits introduits ou fabriqués en Italie dans les autres pays UE qui ont déjà mis en vigueur la Directive RoHS 2, il sera nécessaire de s'y adapter.

Maitre Maurizio Iorio

PROBLEMI INTERPRETATIVI DELLA NUOVA DIRETTIVA ROHS

LA NUOVA DIRETTIVA ROHS 2011/65/UE (DETTA ANCHE "ROHS 2") NON È STATA ANCORA ATTUATA IN ITALIA. IL TERMINE PER L'IMPLEMENTAZIONE È SCADUTO IL 2.01.2013. AD OGGI, SI IGNORA QUANDO LA STESSA SARÀ ATTUATA. LA MAGGIORANZA DEGLI ALTRI PAESI DELL'UNIONE EUROPEA HA INVECE GIÀ FATTO PROPRIA LA NUOVA DIRETTIVA. CIÒ COMPORTA, OLTRE AI PROBLEMI INTERPRETATIVI ED APPLICATIVI CHE RIGUARDANO TUTTI GLI OPERATORI EUROPEI, ULTERIORI PECULIARI PROBLEMI PER GLI OPERATORI ITALIANI, PROBLEMI CHE SI SOMMANO A QUELLI DI UNA SITUAZIONE ECONOMICA GIÀ DIFFICILE. CON QUESTO ARTICOLO CERCHIAMO DI FARE CHIAREZZA SULL'ARGOMENTO.



MAURIZIO IORIO

Dalla partnership tra Marketplace e ANDEC prende vita questa rubrica, curata dall'Avvocato Maurizio Iorio, nel suo duplice ruolo di Avvocato Professionista in Milano e di Presidente di ANDEC. Su ogni numero affronteremo tematiche legali con particolare attenzione al mondo dell'elettronica. Ulteriori approfondimenti sul sito: www.anded.it. Mentre sulla Web page di Maurizio Iorio (www.avvocatoiorio.it) si trova la rubrica tradotta anche in inglese e francese.

Lo scopo di questo articolo è quello di illustrare le principali innovazioni apportate dalla nuova direttiva RoHS (Direttiva 2011/65/UE sulla restrizione dell'uso di determinate sostanze pericolose nelle apparecchiature elettriche ed elettroniche e "affini", come sarà oltre meglio spiegato) e di dare una risposta ad alcuni problemi interpretativi che già affliggono gli operatori alle prese con questa nuova e complessa normativa, tra cui:

- Quali prodotti sono coperti dall'ambito della nuova direttiva?
- Quali sono gli oneri di certificazione, di attestazione e di marcatura in capo ai produttori o agli importatori?
- Che ne sarà delle scorte di prodotti non conformi?

- Che ne è della situazione italiana a seguito della mancata implementazione della direttiva nel termine previsto del 2.01.2013? Procediamo con ordine.

QUALI SONO I PRODOTTI COPERTI DALLA DIRETTIVA ROHS 2?

Mentre nella precedente direttiva vi era un'equiparazione pressoché assoluta tra AEE e RoHS (nel senso che i prodotti soggetti alla normativa sui rifiuti di apparecchi elettrici ed elettronici o RAEE, di cui alla D. 2002/96/CE, erano anche soggetti a quella RoHS) con la nuova direttiva tale equiparazione viene meno: infatti, rientrano ora nell'ambito della normativa RoHS anche:

- gli apparecchi elettromedicali (ad esempio: apparecchio elettronico

per la rilevazione della pressione sanguigna) - categoria 8 all'allegato I (precedentemente esclusi)

- gli apparecchi di monitoraggio e controllo (ad esempio: apparecchio domestico rilevatore di fughe di gas, apparecchio industriale rilevatore di presenze per l'apertura di accessi)
- categoria 9 all'allegato I (precedentemente entrambi esclusi) e, soprattutto, tutti quei prodotti classificati come categoria 11 all'allegato I, che comunque, pur non dipendendo dalla corrente elettrica o campi elettromagnetici per il corretto funzionamento della loro funzione principale, ne dipendono per il funzionamento di almeno una delle funzioni previste. Vale la pena di ricordare che la guida RoHS 2 diffusa da ORGALIME nel settembre

“Lo scopo dell'articolo è quello di illustrare le principali innovazioni apportate dalla nuova direttiva RoHS e dare una risposta ad alcuni problemi interpretativi che affliggono gli operatori”.

2012, ritiene correttamente che l'espressione “una delle funzioni previste” di cui all'articolo 3.2), (“one intended function”) si debba intendere come una delle funzioni intese dal fabbricante, quale desumibili da presentazione (anche via Web), istruzioni e manualistica che accompagna il prodotto, nonché dai correlativi standard tecnici (quando esistono), con esclusione quindi di un'analisi ex post di come il prodotto è in concreto utilizzato o inteso dagli acquirenti. Come si deduce, tra l'altro, dal considerando n. 12 alla Direttiva RoHS 2, valgono le seguenti due osservazioni: (a) - si tratta soprattutto di prodotti intesi dal fabbricante come polifunzionali (ad esempio: una bambola capace di dire “mamma” possiede una funzione ludica principale godibile anche senza l'emissione di alcun suono, ed una funzione ludica secondaria che consiste, appunto, nella capacità di emettere suoni simili a parole: pertanto, essa non sarà mai un RAEE ma rientra ugualmente nella direttiva RoHS 2, appartenendo alla nuova categoria 11); si tratta anche, eventualmente, di

prodotti non polifunzionali (ad es. un adattatore shuko: non rientra nella normativa RAEE ma è ricompreso in quella RoHS 2); (b) - in tali prodotti deve pur sempre sussistere una funzione, anche non primari, dipendente da corrente elettrica/campi elettromagnetici (esempio negativo: NON rientra nella categoria 11 un tagliaerba a benzina: l'accensione della candela del motore infatti non è una prestazione svolta dall'apparecchio, ossia una “funzione” ma una mera modalità interna di funzionamento). Un'attenta analisi degli apparecchi/articoli commercializzati dagli operatori economici che si occupano di giocattoli, elettronica di consumo, telecomunicazioni o di informatica, porterà certamente all'individuazione, tra quelli trattati, di molti “nuovi” prodotti ora soggetti ora alla normativa RoHS 2. Preciso che il mio studio si occupa correntemente di normativa ambientale per il settore elettrico ed elettronico ed è in grado di occuparsi di qualsiasi valutazione giuridica sull'applicabilità o meno della nuova direttiva RoHS a prodotti di interesse per produttori e importatori.

Quando entrano in vigore le norme relative ai nuovi prodotti delle categorie 8-9-11? I prodotti soggetti innovativamente alla normativa RoHS 2, non vi rientrano che:

- quanto a quelli di cui alla categoria 8 (apparecchi medicali): dopo il 22/7/2014 (dopo il 22/07/2016 nel caso particolare di apparecchi “in vitro”);
- quanto a quelli della categoria 9 (apparecchi di monitoraggio e controllo): dopo il 22/7/2014 (apparecchi domestici) o dopo il 22/07/2017 (apparecchi industriali),
- quanto a tutti gli altri “nuovi” prodotti di cui alla categoria 11: dopo il 22 luglio 2019.

CHE NE SARÀ DELLE SCORTE DI PRODOTTI DI CUI ALLE CATEGORIE 8-9-11 NON CONFORMI?

La disciplina è assai diversa a seconda della tipologia di prodotto, come segue:

- I prodotti della categoria 11 che siano non - RoHS 2 conformi: NON possono essere più “messi a disposizione sul mercato” (ossia commercializzati) dopo il 22.07.2019 (art. 2 .2 - art. 3.11.); quindi: non è previsto un “grace period” per lo smaltimento delle scorte.

- Invece, i prodotti non RoHS 2 di cui alle categorie 8 e 9, se immessi sul mercato UE prima delle date considerate alla data di innovazione (22 luglio 2014, 2016 e 2017, di cui si è detto), possono essere commercializzati anche dopo (art. 4.3 - art. 3.12): è possibile quindi lo smaltimento delle scorte di prodotti non conformi.

QUANDO UN PRODOTTO È MESSO A DISPOSIZIONE SUL MERCATO UE?

Come si è detto, i prodotti della categoria “residuale” 11 immessi a disposizione sul mercato UE prima del 22.07.2019 non possono essere più commercializzati oltre tale data. La domanda che ci si pone è pertanto la seguente: quando un prodotto è “messo a disposizione sul mercato dell'Unione Europea?”

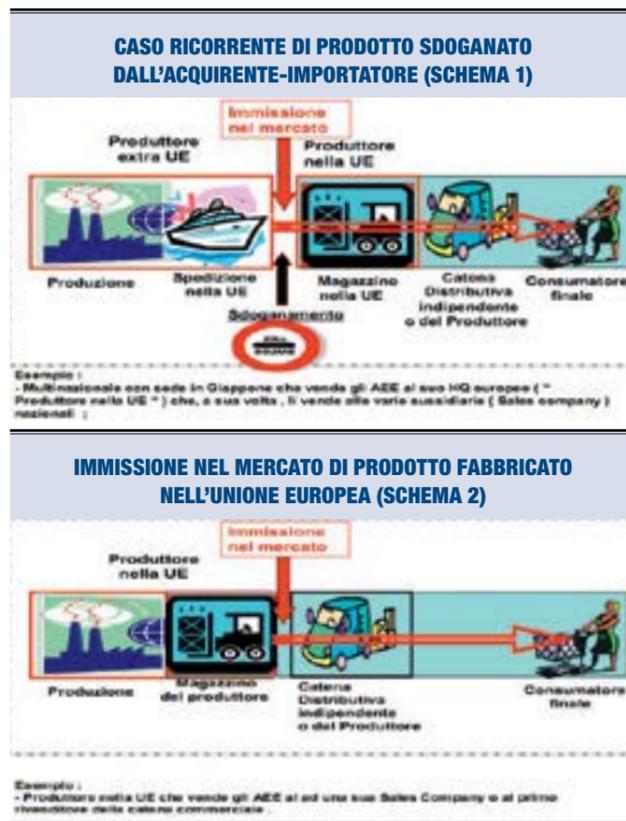
Orbene, quando un prodotto proviene da un paese extra UE, secondo l'interpretazione costante della Commissione Europea l'immissione si ha al momento in cui il prodotto stesso è sdoganato nella UE, ossia immesso in libera pratica, purché tale momento coincida: (a) con il trasferimento fisico nel magazzino

dell'importatore/distributore e/o (b) col trasferimento di proprietà possesso o detenzione a pagamento o gratuitamente, al soggetto di cui sopra o all' utilizzatore finale; (c) purché beninteso si tratti di prodotto finito, ossia pronto alla consegna. Il tutto come da schema n. 1 qui riportato.

Quando un prodotto è fabbricato nella UE, l'immissione si ha al momento in cui il produttore cede il medesimo, inteso come prodotto finito (tramite un trasferimento a titolo oneroso o gratuito, fisico e/o di proprietà, possesso o detenzione), al primo intermediario commerciale (sia esso un soggetto controllato o meno dal produttore) oppure all'utilizzatore finale. Il tutto come da schema 2, qui riportato.

QUALI SONO I LIMITI DI TOLLERANZA DELLE SOSTANZE VIETATE?

Le sostanze vietate (All. II alla direttiva RoHS 2) sono: Mercurio, Cadmio, Piombo, Cromo esavalente, Bifenili Polibromurati ed Eteri di difenile polibromurato (gli stessi di prima): le stesse NON possono essere presenti nelle percentuali eccedenti 0,1% (quanto al Cadmio 0,01 %) per peso di materiale omogeneo (di cui viene data per la prima volta la seguente definizione, che non cambia il concetto peraltro già noto alla stregua della direttiva precedente: "...un materiale di composizione uniforme o un materiale costituito dalla combinazione di più materiali che non può



essere diviso o separato in materiali diversi mediante azioni meccaniche come lo svitamento, il taglio, la frantumazione, la molatura e processi abrasivi..."). Vengono stabilite esenzioni e confermate quelle (numerose) via via stabilite sotto la precedente direttiva (Allegato III), mentre si istituisce una procedura ad hoc per chiederne di nuove (Allegato IV).

QUALI SONO I NUOVI OBBLIGHI DI ACCERTAMENTO ED ATTESTAZIONE DELLA CONFORMITÀ ROHS 2 DEI PRODOTTI ?

Qui veniamo al punto più delicato. Dato che la nuova direttiva RoHS richiama le procedure

attinenti all'accertamento ed attestazione della conformità di cui al marchio CE (nonché in parte quelle sulla sicurezza generale dei prodotti), ricordo anzitutto che alla stregua di queste, con riferimento alle principali normative di interesse per chi commercializza giocattoli (D. 2009/48/CE) o apparecchi di elettronica civile (Bassa tensione o LVD: D.2006/95/CE; Compatibilità elettromagnetica o EMC: D. 2004/108/CE; apparecchi terminali di telecomunicazioni o RTTE: D. 1999/5/CE), il Produttore (o l'importatore, se questi si presenta come produttore avendo apposto solo il proprio marchio sul prodotto

o avendolo comunque modificato):
 a. Accerta e attesta la conformità del prodotto (secondo una procedura che può essere semplice, basata sull'auto certificazione, o complessa, con l'intervento di un Organismo Notificato, a seconda dei casi)
 b. Appresta una documentazione tecnica, da tenere a disposizione delle Autorità per 10 anni;
 c. Appresta una dichiarazione di conformità, da esibire alle Autorità (nel caso della D. RTTE una sintesi della stessa deve accompagnare ogni prodotto);
 d. Riporta il marchio CE sul prodotto (o, quando non è possibile, su imballaggio e documentazione di accompagnamento);
 e. Riporta sul prodotto o, a seconda dei casi nella documentazione di accompagnamento, indicazioni specifiche previste da fonti varie (direttive; guida blu al marchio CE; Decisione n. 768/2008/CE, ecc.), tra cui:
 • tipo - lotto - numero di serie sul prodotto;
 • nome ed indirizzo del produttore o di un suo rappresentante nella UE con un unico punto di contatto;
 • istruzioni ed avvertenze in lingua italiana.

A quanto sopra si aggiungono altre obbligazioni stabilite dal Codice del Consumo ai fini della sicurezza dei prodotti (tra cui ricordo: l'obbligo di ritiro/ricambio dal mercato di prodotti pericolosi; l'obbligo di tenere un registro dei reclami). Quanto all'Importatore (che

“Se si vorranno commercializzare i prodotti fabbricati in Italia anche negli altri Paesi UE che hanno già adottato la Direttiva ci si dovrà necessariamente adeguare”.

non abbia apposto solo il suo marchio sul prodotto, presentandosi in tal caso come Produttore), questi, ai sensi della normativa CE e di quella sulla sicurezza generale dei prodotti:
 a. Deve accertarsi che il Produttore si sia fatto carico di tutti gli adempimenti di cui sopra;
 b. Deve astenersi dall'immettere in commercio prodotti non conformi ed effettuare se del caso misure correttive nonché ritiro/ricambio degli stessi; in ogni caso egli deve collaborare con le Autorità e fornire ogni informazione richiesta;
 c. Deve conservare per 10 anni una copia della Dichiarazione UE di conformità del Produttore;
 d. Deve tenere un registro degli apparecchi non conformi e dei ritiri/ricambi effettuati, informandone i distributori.
 Orbene, la Direttiva RoHS 2 estende tutti quanti gli obblighi che abbiamo visto sopra (sia in riferimento al Produttore che all'Importatore) anche all'accertamento ed attestazione della conformità RoHS dei prodotti, per la quale è prevista la sola auto certificazione. Pertanto, sotto un profilo pratico, con l'attuazione in Italia della nuova direttiva RoHS e tenendo conto degli

adempimenti già attuati dalle aziende ai fini CE, quanto sopra si tradurrà tra l'altro nelle seguenti innovazioni:
 • La documentazione tecnica apprestata dal Produttore e da esibirsi alle Autorità dovrà riportare anche informazioni che permettano di attestare la conformità RoHS del prodotto: sussiste a tale proposito una norma armonizzata a livello europeo (norma EN 50581-2012) che indica le attività ed i requisiti all'uopo necessari ed è volta per quanto possibile a minimizzare i controlli tecnici sul prodotto.
 • Il Produttore dovrà apprestare (e l'importatore dovrà farsi dare dal Produttore) una Dichiarazione UE di conformità RoHS il cui contenuto è indicato all'allegato VI alla nuova direttiva;
 • Gli operatori economici dovranno essere in grado di informare le autorità, per 10 anni, di "qualsiasi operatore economico che abbia fornito loro un AEE..." o "... a cui abbiano fornito un AEE";
 • L'Importatore dovrà indicare "...sull'AEE oppure, ove ciò non sia possibile, sull'imballaggio o in un documento di accompagnamento del prodotto il proprio nome, la denominazione commerciale registrata o il

proprio marchio registrato e l'indirizzo dove possono essere contattati in merito all'AEE". Tale ultimo adempimento NON è tuttavia necessario "Nei casi in cui altre normative applicabili dell'Unione contengono disposizioni per l'apposizione del nome e dell'indirizzo del fabbricante che siano almeno altrettanto rigorose, si applicano le disposizioni in questione" come, nel nostro caso, le varie direttive di prodotto (Giocattoli, EMC, LVD e RTTE) che si applicano alla maggioranza dei prodotti elettrici ed elettronici.
CHE NE È DELLA SITUAZIONE ITALIANA A SEGUITO DELLA MANCATA IMPLEMENTAZIONE DELLA DIRETTIVA NEL TERMINE PREVISTO DEL 2.01.2013?
 La Corte di Giustizia Europea, così come la Corte di Cassazione, ha stabilito che nel caso di mancata attuazione da parte dello Stato di una direttiva europea che dal punto di vista sostanziale, sia incondizionata e sufficientemente precisa, si applicano i seguenti tre principi:
 (a) - Il singolo cittadino NON è obbligato dalla direttiva, in

quanto questa si rivolge agli Stati, e non direttamente ai loro singoli cittadini;
 (b) - quando la Direttiva non attuata conferisce dei diritti non attuati ai cittadini, lo Stato (inteso nel senso più ampio, quindi anche i giudici i ministeri, gli enti pubblici...) è tenuto ad "... interpretare il proprio diritto nazionale alla luce della lettera e dello scopo della direttiva onde conseguire il risultato perseguito da quest' ultima..." (Corte di Giustizia S. 13.11.1990 c. 106/89).
 (c) - qualora tale interpretazione non consenta di attuare il medesimo scopo-risultato perseguito dalla direttiva non attuata, il singolo può fare valere la direttiva nei confronti dello Stato (ma non di altri singoli) per chiedere il risarcimento dell'eventuale danno da esso subito derivante dalla sua mancata attuazione.
 Orbene, nel nostro caso i punti (b) e (c) sembrano rilevare con riferimento alle nuove esenzioni contenute nella Direttiva RoHS 2 che, ancorché non attuata, deve intendersi in punto già operante.
 Il punto (a) si traduce nell'inesistenza in capo agli operatori italiani dei nuovi oneri stabiliti dalla Direttiva RoHS 2, tra cui quello di marcatura CE e di certificazione della conformità dei prodotti: va da sé che se si vorranno commercializzare i prodotti introdotti o fabbricati in Italia anche negli altri paesi UE che hanno già attuato la Direttiva RoHS 2 ci si dovrà necessariamente adeguare.

La nuova direttiva RoHS 2011/65/UE : problemi interpretativi e applicativi per chi produce e / o commercializza in Italia apparecchi elettrici ed elettronici o similari

Avv. Maurizio Iorio

La nuova direttiva RoHS 2011/65/UE (detta anche " RoHS 2 ") , non é stata ancora attuata in Italia. Il termine per l' implementazione é scaduto il 2.01.2013. Ad oggi , si ignora quando la stessa sar  attuata . La maggioranza degli altri paesi dell' Unione Europea ha invece gi  implementato la nuova direttiva. Ci  comporta , oltre ai problemi interpretativi ed applicativi che riguardano tutti gli operatori europei , ulteriori , peculiari problemi per gli operatori italiani , problemi che si sommano a quelli di una situazione economica gi  molto difficile . Con questo articolo cerchiamo di fare un po' di chiarezza su questo argomento .

Lo scopo di questo articolo   quello di illustrare , *in pillole* , le principali innovazioni apportate dalla nuova direttiva RoHS (Direttiva 2011/65/UE sulla restrizione dell' uso di determinate sostanze pericolose nelle apparecchiature elettriche ed elettroniche e " affini " , come sar  oltre meglio spiegato) e di dare una risposta ad alcuni problemi interpretativi che gi  affliggono gli operatori alle prese con questa nuova e complessa normativa , tra cui :

- **Quali prodotti sono coperti dall' ambito della nuova direttiva ?- Quali sono gli oneri di certificazione , di attestazione e di marcatura in capo ai produttori o agli importatori ?**
- **Che ne sar  delle scorte di prodotti non conformi ?**
- **Che ne   della situazione italiana a seguito della mancata implementazione della direttiva nel termine previsto del 2.01.2013 ?**

Procediamo con ordine .

Quali sono i prodotti coperti dalla Direttiva RoHS 2 ?

Mentre nella precedente direttiva vi era un' equiparazione pressoch  assoluta tra AEE e RoHS (nel senso che i prodotti soggetti alla normativa sui rifiuti di apparecchi elettrici ed elettronici o " RAEE " , di cui alla D. 2002/96/CE , erano anche soggetti a quella RoHS) con la nuova direttiva tale equiparazione viene meno: infatti , rientrano ora nell' ambito della normativa RoHS anche:

- gli **apparecchi elettromedicali** (ad esempio : apparecchio elettronico per la rilevazione della pressione sanguigna) - categoria 8 all' allegato I (precedentemente esclusi)
- gli **apparecchi di monitoraggio e controllo** (ad esempio : apparecchio domestico rilevatore di fughe di gas ; apparecchio industriale rilevatore di presenze per l' apertura di accessi) - categoria 9 all' allegato I (precedentemente entrambi esclusi) e , soprattutto ,
- tutti quei prodotti - classificati come categoria 11 all' allegato I , che comunque , **pur non dipendendo dalla corrente elettrica o campi elettromagnetici per il corretto funzionamento**

della loro funzione principale , ne dipendono per il funzionamento di almeno una delle funzioni previste . Vale la pena di ricordare che la guida RoHS 2 diffusa da ORGALIME nel settembre 2012 , ritiene correttamente che l' espressione " *una delle funzioni previste* " di cui all' articolo 3.2) , (" *one intended function* ") si debba intendere come una delle funzioni intese dal fabbricante , quale desumibili da presentazione (anche via WEB) , istruzioni e manualistica che accompagna il prodotto , nonché dai correlativi standard tecnici (quando esistono) , con esclusione quindi di un' analisi ex post di come il prodotto è in concreto utilizzato o inteso dagli acquirenti .

Come si deduce , tra l' altro , dal considerando n. 12 alla Direttiva RoHS 2 , valgono le seguenti due osservazioni :

(a) - si tratta soprattutto di prodotti intesi dal fabbricante come polifunzionali : (ad es. : una bambola capace di dire " mamma " possiede una funzione ludica principale godibile anche senza l' emissione di alcun suono , ed una funzione ludica secondaria che consiste , appunto , nella capacità di emettere suoni simili a parole : pertanto , essa non sarà mai un RAEE ma rientra ugualmente nella direttiva RoHS 2 , appartenendo alla nuova categoria 11) ; si tratta anche , eventualmente , di prodotti non polifunzionali (ad es. un adattatore shuko : non rientra nella normativa RAEE ma é ricompreso in quella RoHS 2) ;

(b) - in tali prodotti deve pur sempre sussistere una funzione , anche non primaria , dipendente da corrente elettrica / campi elettromagnetici (esempio negativo : NON rientra nella categoria 11 un taglia erba a benzina : l' accensione della candela del motore infatti non è una prestazione svolta dall' apparecchio , ossia una " funzione " , ma una mera modalità interna di funzionamento) .

Un' attenta analisi degli apparecchi/articoli commercializzati dagli operatori economici che si occupano di giocattoli , elettronica di consumo , telecomunicazioni o di informatica, porterà certamente all' individuazione , tra quelli trattati , di molti " nuovi " prodotti ora soggetti ora alla normativa RoHS 2 . Preciso che il mio studio si occupa correntemente di normativa ambientale per il settore elettrico ed elettronico ed è in grado di occuparsi di qualsiasi valutazione giuridica sull' applicabilità o meno della nuova direttiva RoHS a prodotti di interesse per produttori e importatori .

Quando entrano in vigore le norme relative ai nuovi prodotti delle categorie 8-9-11 ?

I prodotti soggetti innovativamente alla normativa RoHS 2 , non vi rientreranno che :

- quanto a quelli di cui alla categoria 8 (apparecchi medicali) : dopo il 22/7/2014 (dopo il 22/07/2016 nel caso particolare di apparecchi " *in vitro* ") ;
- quanto a quelli della categoria 9 (apparecchi di monitoraggio e controllo) : dopo il 22/7/2014 (apparecchi domestici) o dopo il 22/07/2017 (apparecchi industriali) ,
- quanto a tutti gli altri " nuovi " prodotti di cui alla categoria 11 : dopo il 22 luglio 2019 .

Che ne sarà delle scorte di prodotti di cui alle categorie 8-9-11 non conformi ?

La disciplina é assai diversa a seconda della tipologia di prodotto , come segue :

- I prodotti della categoria 11 che siano non - RoHS 2 conformi : NON possono essere più " messi a disposizione sul mercato " (ossia commercializzati) dopo il 22.07.2019 (art. 2 .2 – art. 3.11.) ; quindi : non é previsto un " *grace period* " per lo smaltimento delle scorte .
- Invece , i prodotti non RoHS 2 di cui alle categorie 8 e 9 , se immessi sul mercato UE prima delle date considerate (22 luglio 2014, 2016 e 2017 , di cui si é detto) , possono essere commercializzati anche dopo (art. 4.3 – art. 3.12) : é possibile quindi lo smaltimento delle scorte di prodotti non conformi .

Quando un prodotto é messo a disposizione sul mercato UE ?

Come si é detto , i prodotti della categoria " residuale " 11 immessi a disposizione sul mercato UE prima del 22.07.2019 non possono essere più commercializzati oltre tale data .

La domanda che ci si pone é pertanto la seguente : quando un prodotto é " messo a disposizione sul mercato dell' Unione Europea ?

Orbene , **quando un prodotto proviene da un paese extra UE** ,secondo l' interpretazione costante della Commissione Europea l' immissione si ha al momento in cui il prodotto stesso é sdoganato nella UE , ossia immesso in libera pratica , purché tale momento coincida :

- (a) con il trasferimento fisico nel magazzino dell' importatore/distributore e/o
- (b) col trasferimento di proprietà possesso o detenzione a pagamento o gratuitamente , al soggetto di cui sopra o all' utilizzatore finale ;
- (c) purché beninteso si tratti di prodotto finito , ossia pronto alla consegna . Il tutto come da schema n. 1 qui riportato .

Schema 1

Caso più ricorrente di prodotto sdoganato dall' acquirente – importatore



Esempio :
- Multinazionale con sede in Giappone che vende gli AEE al suo HQ europeo (" Produttore nella UE ") che , a sua volta , li vende alle varie sussidiarie (Sales company) nazionali ;

Quando un prodotto è fabbricato nella UE, l'immissione si ha **al momento in cui il produttore cede il medesimo, inteso come prodotto finito (tramite un trasferimento a titolo oneroso o gratuito, fisico e/o di proprietà, possesso o detenzione)**, al primo intermediario commerciale (sia esso un soggetto controllato o meno dal produttore) oppure all'utilizzatore finale. Il tutto come da schema 2, qui riportato.

Schema 2



Quali sono i limiti di tolleranza delle sostanze vietate ?

Le sostanze vietate (All. II alla direttiva RoHS 2) sono : Mercurio , Cadmio, Piombo , Cromo esavalente , Bifenili Polibromurati ed Eteri di difenile polibromurato (gli stessi di prima) : le stesse NON possono essere presenti nelle percentuali eccedenti 0,1% (quanto al CADMIO 0,01 %) per peso di materiale omogeneo (di cui viene data per la prima volta la seguente definizione , che non cambia il concetto peraltro già noto alla stregua della direttiva precedente : " ..un materiale di composizione uniforme o un materiale costituito dalla combinazione di più materiali che non può essere diviso o separato in materiali diversi mediante azioni meccaniche come lo svitamento, il taglio, la frantumazione, la molatura e processi abrasivi... ") . Vengono stabilite esenzioni e confermate quelle (numerose) via via stabilite sotto la precedente direttiva (Allegato III) , mentre si istituisce una procedura ad hoc per chiederne di nuove (Allegato IV) .

Quali sono i nuovi obblighi di accertamento ed attestazione della conformità RoHS 2 dei prodotti ?

Qui veniamo al punto più delicato.

Dato che la nuova direttiva RoHS richiama le procedure attinenti all'accertamento ed attestazione della conformità di cui al marchio CE (nonché in parte quelle sulla sicurezza generale dei prodotti) , ricordo anzitutto che alla stregua di queste , con riferimento alle e principali normative di interesse per chi commercializza giocattoli (D. 2009/48/CE) o apparecchi di elettronica civile (Bassa tensione o

LVD : D.2006/95/CE ; Compatibilità elettromagnetica o EMC: D. 2004/108/CE ; apparecchi terminali di telecomunicazioni o RTTE: D. 1999/5/CE) , il Produttore(o l' importatore , se questi si presenta come produttore avendo apposto solo il proprio marchio sul prodotto o avendolo comunque modificato) :

- a. Accerta ed attesta la conformità del prodotto (secondo una procedura che può essere semplice , basata sull' auto certificazione , o complessa , con l' intervento di un Organismo Notificato ,a seconda dei casi)
- b. Appresta una documentazione tecnica , da tenere a disposizione delle Autorità per 10 anni;
- c. Appresta una dichiarazione di conformità , da esibire alle Autorità (nel caso della D. RTTE una sintesi della stessa deve accompagnare ogni prodotto);
- d. Riporta il marchio CE sul prodotto (o , quando non è possibile , su imballaggio e documentazione di accompagnamento);
- e. Riporta sul prodotto o , a seconda dei casi nella documentazione di accompagnamento , indicazioni specifiche previste da fonti varie (direttive;guida blu` al marchio CE ; Decisione n. 768/2008/ CE, ecc) , tra cui:
 - tipo - lotto - numero di serie sul prodotto;
 - nome ed indirizzo del produttore o di un suo rappresentante nella UE con un unico punto di contatto;
 - istruzioni ed avvertenze in lingua italiana.

A quanto sopra si aggiungono altre obbligazioni stabilite dal Codice del Consumo ai fini della sicurezza dei prodotti (tra cui ricordo: l' obbligo di ritiro/richiamo dal mercato di prodotti pericolosi ; l' obbligo di tenere un registro dei reclami).

Quanto all' Importatore (che non abbia apposto solo il suo marchio sul prodotto ,presentandosi in tal caso come Produttore) , questi , ai sensi della normativa CE e di quella sulla sicurezza generale dei prodotti:

- a. Deve accertarsi che il Produttore si sia fatto carico di tutti gli adempimenti di cui sopra;
- b. Deve astenersi dall' immettere in commercio prodotti non conformi ed effettuare se del caso misure correttive nonché ritiro / richiamo degli stessi; in ogni caso egli deve collaborare con le Autorità e fornire ogni informazione richiesta;
- c. Deve conservare per 10 anni una copia della Dichiarazione UE di conformità del Produttore;
- d. Deve tenere un registro degli apparecchi non conformi e dei ritiri/richiami effettuati , informandone i distributori.

Orbene ,la Direttiva RoHS 2 estende **tutti quanti gli obblighi che abbiamo visto sopra** (sia in riferimento al Produttore che all' Importatore) **anche all' accertamento ed attestazione della**

conformità RoHS dei prodotti , per la quale è prevista la sola auto certificazione.

Pertanto, sotto un profilo pratico , con l` attuazione in Italia della nuova direttiva RoHS e tenendo conto degli adempimenti già attuati dalle aziende ai fini CE, quanto sopra si tradurrà tra l` altro nelle seguenti innovazioni:

- La documentazione tecnica apprestata dal Produttore e da esibirsi alle Autorità dovrà riportare anche informazioni che permettano di attestare la conformità RoHS del prodotto : sussiste a tale proposito una norma armonizzata a livello europeo (norma EN 50581-2012) che indica le attività ed i requisiti all' uopo necessari ed é volta per quanto possibile a minimizzare i controlli tecnici sul prodotto .
- Il Produttore dovrà apprestare (e l` importatore dovrà farsi dare dal Produttore) una Dichiarazione UE conformità RoHS il cui contenuto é indicato all` allegato VI alla nuova direttiva;
- Gli operatori economici dovranno essere in grado di informare le autorità , per 10 anni , di " *qualsiasi operatore economico che abbia fornito loro un AEE .. " o" ... a cui abbiano fornito un AEE "*;
- L` Importatore dovrà indicare " *.....sull` AEE oppure , ove ciò non sia possibile , sull` imballaggio o in un documento di accompagnamento del prodotto il proprio nome , la denominazione commerciale registrata o il proprio marchio registrato e l` indirizzo dove possono essere contattati in merito all` AEE "*. Tale ultimo adempimento NON é tuttavia necessario " *Nei casi in cui altre normative applicabili dell` Unione contengono disposizioni per l` apposizione del nome e dell` indirizzo del fabbricante che siano almeno altrettanto rigorose , si applicano le disposizioni in questione "* come , nel nostro caso , le varie direttive di prodotto (Giocattoli , EMC, LVD e RTTE) che si applicano alla maggioranza dei prodotti elettrici ed elettronici .

Che ne é della situazione italiana a seguito della mancata implementazione della direttiva nel termine previsto del 2.01.2013 ?

La Corte di Giustizia Europea , così come la Corte di Cassazione , ha stabilito che nel caso di mancata attuazione da parte dello Stato di una direttiva europea che dal punto di vista sostanziale , sia incondizionata e sufficientemente precisa , si applicano i seguenti tre principi :

- (a)- Il singolo cittadino NON è obbligato dalla direttiva , in quanto questa si rivolge agli Stati, e non direttamente ai loro singoli cittadini ;
- (b)- quando la Direttiva non attuata conferisce dei diritti non attuati ai cittadini , lo Stato (inteso nel senso più ampio , quindi anche i giudici , i ministeri , gli enti pubblici) è tenuto ad " *... interpretare il proprio diritto nazionale alla luce della lettera e dello scopo della direttiva onde conseguire il risultato perseguito da quest' ultima.... "* (Corte di Giustizia S. 13.11.1990 c. 106/89) .

(c) - qualora tale interpretazione non consenta di attuare il medesimo scopo-risultato perseguito dalla direttiva non attuata , il singolo può fare valere la direttiva nei confronti dello Stato (ma non di altri singoli) , per chiedere il risarcimento dell' eventuale danno da esso subito derivante dalla sua mancata attuazione .

Orbene , nel nostro caso i punti (b) e (c) sembrano rilevare con riferimento alle nuove esenzioni contenute nella Direttiva RoHS 2 che , ancorché non attuata , deve intendersi in punto già operante .

Il punto (a) si traduce nell' inesistenza in capo agli operatori italiani dei nuovi oneri stabiliti dalla Direttiva RoHS 2 , tra cui quello di marcatura CE e di certificazione della conformità dei prodotti :

va da sé che se si vorrà commercializzare i prodotti introdotti o fabbricati in Italia anche negli altri paesi UE che hanno già attuato la Direttiva RoHS 2 ci si dovrà necessariamente adeguare .

Avv. Maurizio Iorio